



Ministère de la Famille
et des Aînés
Étude des crédits 2010-2011

Conseil de la famille et
de l'enfance
Renseignements généraux
Avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#

Demande de renseignements généraux

- 1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :
 - les endroits et dates du départ et du retour;
 - copie des programmes et rapports de mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le but du voyage;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - la copie des rapports de mission;
 - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.
- 2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
- 3 Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
 - les firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
- 4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 6 Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récents estimés du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associées au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.
7. Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes:
- la photocopie;
 - les ordinateurs portables;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.
8. Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie:
- le nombre de téléphones cellulaires, «BlackBerry», Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - le nombre de minutes utilisées.
9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité la tâche à accomplir;
 - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
 - le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.
- 10 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire de l'espace loué;
 - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 11 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.
- 12 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 13 Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :
- i. ministre
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

- 14 La ventilation détaillée des budgets des dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.
- 15 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :
 - le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2011-2012.
- 16 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2009-2010.
- 17 Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
- 18 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- 19 Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- 20 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
 - les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.
- 21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de constructions du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- 22 Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
- 23 Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
- 24 Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

- 25 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère ou organisme pour 2009-2010 :
- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
- 26 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :
- le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- 27 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 28 Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Participation de M^{me} Marie Rhéaume, présidente, à la mission organisée par le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) en collaboration avec l'Institut régional du travail social – France et Bretagne (IRTS).

Dates : Départ de Montréal pour Paris le mardi 26 janvier 2010 et retour sur Montréal le 4 février 2010.

Endroits visités : Paris, Rennes et Courcouronnes

Coûts : Frais de déplacement, hébergement, repas :

- Versement de 2 998 \$ au Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) pour couvrir les frais suivants : avion, divers déplacements dans Paris, Rennes et Courcouronnes, hébergement, tous les petits-déjeuners
- Autres dépenses : repas non pris en charge lors de la mission par les villes d'accueil ou le CTREQ, divers déplacements pour un montant total de 462,33 \$

CT voyage approuvé : 5 500,62 \$

Dépenses réelles : 3 460,33 \$

Objet de la mission :

- Travailler de concert afin de faire évoluer et enrichir les pratiques des acteurs éducatifs et sociaux dans le champ de la réussite éducative, de la prévention sociale et de la lutte au décrochage scolaire. Entente de partenariat articulée autour de trois axes :
 - mutualisation des expériences et réalisations concrètes issues de la France et du Québec;
 - repérage, mobilisation et transfert des recherches scientifiques menées en France et au Québec;
 - coconstruction et promotion d'outils d'intervention facilitant la convergence dans les modes de réalisation.

Cette mission visait plus précisément deux grandes thématiques :

- l'accompagnement éducatif et la relation aux familles;
- les responsabilités des territoires « locaux » dans les questions éducatives.

Aucune entente n'a été signée et/ou annoncée.

Aucun investissement n'a été annoncé.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

VALIDATION: Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense de ce genre n'a été effectuée par la présidente du Conseil de la famille et de l'enfance durant l'exercice.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION: Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG3

Listes des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Gestion P. Moffet : 6 000 \$

Impression de documents graphiques de promotion et de publicité pour le Conseil de la famille et de l'enfance

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION: Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG4

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir liste en annexe.

CONSEIL DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG4

CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Asystel inc.	Impression de 1000 dépliants avec nouveau visuel du Conseil de la famille et de l'enfance et 2 paraclips	\$2 100,00
Cabinet de Relations Publiques National inc, Le (Québec)	Préparation et tenue d'une session de formation d'une journée en relations publiques pour deux porte-paroles du Conseil	\$4 000,00
Compugen inc.	Imprimante Laser HP LJP4015X modèle CB511A + mémoire vive 128 mo - résolution 1200 X 1200 ppp (1575,41 \$) + 1 cartouche d'encre (CB388A) 246,08 \$	\$1 821,49
Compugen inc.	Achat d'une imprimante HP Laser Jet 4015 + In Warr, 8 / 40RT, 1YR, M-F, 9-5, ONS + 1 cartouche d'encre (CB388A) 246,08 \$	\$1 985,43
Folia Design inc.	Entretien et location de plantes d'intérieur au 900, René Lévesque Est - bureau 800 contrat de 2 ans	\$2 205,12
Gestion P. Moffet inc.	Impression de documents graphiques de promotion et de publicité pour le Conseil de la famille et de l'enfance.	\$6 000,00
Guy Griffiths inc.	Matrice et fabrication de 525 épinglettes avec la nouvelle signature du Conseil de la famille et de l'enfance, à l'occasion de son 20e anniversaire	\$1 157,35
Matteau Parent, Graphisme et Communication inc.	Conception et production d'outils de communication et diverses publications graphiques	\$24 500,00
Ministre des Finances du Québec (ANQ)	Location de salle à l'Assemblée nationale et traiteur à l'occasion de 20e anniversaire du Conseil (400 invitations)	\$6 080,28
Productions Carol Allain inc., Les	Préparation d'une conférence dans le cadre du 20e anniversaire du Conseil de la famille et de l'enfance, le 13 mai 2009	\$2 000,00
Prospection inc.	Rapports d'analyse des statistiques d'achalandage du site Internet du Conseil de la famille et de l'enfance	\$1 860,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'est pas concerné par cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG6

Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a aucun projet de développement informatique au cours de la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG7

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec
 - ii. à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Photocopie	4 004,47 \$
Ordinateurs portables	0,00 \$
Téléavertisseurs	0,00 \$
Mobilier de bureau – Québec	4 320,52 \$
– Montréal	0,00 \$
Distributeurs d'eau de source	0,00 \$
Frais de transport, hébergement et repas (incluant les frais pour la réception à l'occasion du 20 ^e anniversaire du Conseil)	32 484,33 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	7 887,25 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG8

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'utilise pas de Iphone ni aucun autre type de téléphones intelligents.

	Nombre	Coût d'acquisition	Coût d'utilisation (annuel)	Coût du contrat téléphonique (annuel)	Nombre de minutes utilisées
Cellulaire	2	-	22,43 \$	1 751,45 \$	Non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
BlackBerry	2	-	150,26 \$		

Fournisseurs :

- Cellulaire : Bell Canada / Centre de services partagés du Québec
- BlackBerry : Bell Canada / Centre de services partagés du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
- le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE :
VALIDATION :

Conseil de la famille et de l'enfance
Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG10

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Emplacement : 900, boul. René-Lévesque Est, 8^e étage – local 800, Québec

Superficie du local loué : 393,99 m² – totalement occupé

Coût de location au mètre carré : 268,59 \$

Coût total de location : 6 001,95 \$ par mois

Coût d'aménagement depuis le 1^{er} avril 2009 – nature des travaux :

- réaménagement du bureau de la Présidente et de la salle de réunion du Conseil, de 2 postes de travail intégré au niveau de l'ouverture de la porte, modification de la surface de travail de 3 postes intégrés, installation de câbles pour pieuvre dans la salle de réunion : coût 2 763,46 \$
- ajout d'une superficie de 9,64 m pour le réaménagement de la bibliothèque et du local des utilitaires (travaux supervisés par la SIQ et selon une proposition de leur part quant à la démolition et la construction d'un mur, la relocalisation d'une porte et de son cadre, le ragréage du plafond, le tirage des joints, la peinture, les reprises du couvre-plancher, la relocalisation de gicleurs, la modification à la ventilation, le rebalancement et les travaux en électricité : coût 16 068,60 \$

Durée du bail : entente avec la SIQ quant à la location pour un an.

Propriétaire de l'espace loué : entente avec la SIQ

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION: Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG11

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG12

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG13

Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne dispose d'aucun budget discrétionnaire.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG14

La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a aucun budget de dépense découlant de transferts obtenus du gouvernement fédéral.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG15

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG16

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG17

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne rémunère aucun personnel hors structure.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG18

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne rémunère aucun personnel affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG19

Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère de la Famille et des Aînés ne dispose pas des données suffisantes pour répondre à cette question. Pour établir le nombre de personnes par catégories d'emploi, il faudrait connaître les prestataires de l'ensemble des régimes de retraites citées ci-haut. Or, ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi ne permettent pas au Ministère d'obtenir ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG20

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Abonnement à une association professionnelle	
Association professionnelle des techniciennes et techniciens en documentation du Québec	55,00 \$
Achat de livres pour le Centre de documentation	
	1 466,78 \$
Journaux	
Le Devoir	232,45 \$
La Presse	256,88 \$
Le Soleil	231,57 \$
The Gazette	301,92 \$
Autres abonnements	
Gazette officielle Partie 2 (abonnement électronique)	219,00 \$
Le Courrier parlementaire	1 250,00 \$
Magazines (revues) payants	
Tendances sociales canadiennes	39,00 \$
Transition – Institut Vanier de la famille (incluant le statut de membre)	20,00 \$
L'actualité	
Bulletin Allô les haltes	33,95 \$
Bien grandir	10,00 \$
NouvelleS pratiques sociales	17,72 \$
Relations	60,25 \$
FDA conciliation travail et famille	31,01 \$
Bulletin Liaison (titre de la revue RND-Revue Notre Dame)	15,02 \$
	18,00 \$
Magazines (revues) gratuits	
Gazette des femmes	
Vie pédagogique	
Bulletin du Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants	
Découvrir les approches efficaces	
Données sociodémographiques en bref	
Info Garde	
Info-Réseaux	
Bulletin Flash	
Développement social	
Horizon	
Municipalités et familles	
Recherches sur la famille	
Savoir	
Télescope	
L'Actuelle	
Bulletins électroniques gratuits :	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG21

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

André Bériault, Communication Internet a conçu le site du Conseil en 1997.
En 2001-2002, Telus l'a modernisé pour un coût total de 7 228 \$ et en 2002-2003 pour un coût total de 3 912 \$.
Depuis 2003, les travaux se font par entente de services.
Refonte complète en 2004-2005, avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, sans coût.
Refonte complète en 2009-2010, avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (CISP-MESS).
- Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

Avril à juillet 2002, André Bériault Communications Internet a fait la mise à jour pour un montant de 155 \$.
La Direction générale des services informatiques gouvernementaux a hébergé le site pour un montant de 340 \$.
Par la suite, Telus a entretenu le site pour un montant de 105 \$ par mois et fait la mise à jour pour un montant de 700 \$. En 2003-2004, Telus a entretenu et hébergé le site pour un montant annuel de 3000 \$.
Depuis janvier 2005, le Conseil de la famille et de l'enfance entretient son site, avec le support des ressources du CISP-MESS, en vertu d'une entente de services.
- Responsable du contenu sur le site :

Le contenu est sous la responsabilité d'une équipe formée par la secrétaire générale, l'agente d'information et la technicienne en informatique, sous l'autorité de la présidente du Conseil.
- Fréquence moyenne de mise à jour : Deux fois par semaine.
- Nombre de fois où le site a été refait :

La conception et la modernisation ont été faites une fois, la refonte complète trois fois depuis 1997.
- Coût :

La modernisation du site, échelonnée sur deux années financières (2001-2003), a coûté 11 140 \$. Une première refonte a été réalisée avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, sans

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG22

Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a procédé à aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts ou enquêteurs.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG23

Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG24

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG25

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG26

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 201

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG27

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG28

Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance
VALIDATION : Secrétariat général - 15 avril 2010